

PLANÈTE • CORONAVIRUS ET PANDÉMIE DE COVID-19

Les stratégies de dépistage du coronavirus laissent perplexes patients et professionnels

Depuis quelques jours, confrontés à un nombre croissant de demandes de tests, plusieurs hôpitaux ont fait le choix de faire évoluer leur politique.

Par Chloé Hecketsweiler et François Béguin • Publié le 11 mars 2020 à 05h27 - Mis à jour le 11 mars 2020 à 16h13

Article réservé aux abonnés



Une infirmière du CHU de Bordeaux transporte des échantillons prélevés sur des patients, le 9 mars. GEORGES GOBET / AFP

Au centre de régulation du SAMU des Yvelines, où le nombre d'appels a été multiplié par quatre en moins d'un mois, le coronavirus est le sujet de presque toutes les demandes. « *Les gens veulent tous être testés, il y a une anxiété épouvantable avec ce qui se passe en Italie* », raconte le docteur Wilfrid Sammut, le représentant départemental de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF).

Lire aussi | Face au coronavirus, le dispositif à géométrie variable du gouvernement suscite des interrogations

Passage obligé pour obtenir une prescription pour un test, le 15 limite désormais ses ordonnances. « *On est hors cadre par rapport à ce qu'on nous demande* », à savoir continuer à tester des personnes pas ou peu symptomatiques pour « *rechercher le cas zéro* », explique le docteur Sammut. « *Vu le nombre de personnes contaminées, dit-il, on a pris le parti de ne tester que les cas potentiellement graves, les sujets âgés symptomatiques et les soignants.* »

Tests réservés aux cas les plus graves

En ligne avec ce changement de stratégie, plusieurs hôpitaux ont aussi fait évoluer leur politique en matière de dépistage. Reconnaissant ne pas être « *en capacité* » de tester les autres patients, Marc

Noizet, le chef des urgences de l'hôpital Emile-Muller de Mulhouse (Haut-Rhin), a annoncé, mardi 10 mars, ne plus prélever depuis une semaine tous les patients présentant une suspicion de coronavirus, mais uniquement ceux « *qui sont hospitalisés et qui présentent des critères de sévérité* ». Une décision similaire a été prise à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). « *Nous sommes limités par le nombre de tests que nous pouvons réaliser : les virologues ne peuvent pas travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept* », lâche le professeur Eric Caumes, chef de service des maladies infectieuses à la Pitié-Salpêtrière à Paris.

Lire aussi | [Coronavirus : 1, 2 et 3... que veulent dire les différents stades de l'épidémie ?](#)

« *Il nous arrive exactement la même chose qu'en Chine : au début, les médecins testaient tout le monde, et ils ont fini par établir des diagnostics à partir de radios* », analyse Eric Caumes, qui s'interroge aussi sur la pertinence de ces tests pour établir le bilan quotidien du Covid-19.

Rappelant que certains décès attribués au coronavirus peuvent avoir pour cause d'autres pathologies dont souffraient les patients, l'infectiologue estime qu'il y a dans le bilan publié chaque jour par le ministère de la santé « *trop de morts et pas assez de cas, puisqu'on ne teste pas tout le monde* ». Le décompte est d'autant plus biaisé que les critères pour obtenir un test varient d'un département à l'autre. Là où le virus est encore peu présent, l'objectif reste de dépister tous les cas suspects, et d'identifier les « patients zéro » pour circonscrire sa diffusion. Là où il circule activement, cette approche est abandonnée, et les tests réservés aux soignants pour orienter les soins.

Les généralistes n'ont pas accès aux tests

Cette stratégie à deux vitesses laisse perplexes des patients présentant des symptômes grippaux ou estimant avoir été exposés, contraints de rester à l'isolement sans pour autant avoir la certitude d'être contaminés. « *Il semblerait que les tests soient inaccessibles pour le commun des mortels* », déplore une habitante de l'Oise contrainte au confinement. Un constat partagé par les médecins généralistes. « *Nous, les médecins de base, on peut savoir si un cas est grave ou pas, mais on a besoin d'un test pour savoir s'il s'agit d'un coronavirus, d'une bronchite ou d'un autre virus* », explique Brigitte Tregouet, généraliste à La Roche-sur-Yon, en Vendée.

Après avoir appelé une fois le 15 pour solliciter un avis sur un cas suspect, elle n'a pas renouvelé l'expérience. « *Sur une consultation de vingt minutes, je n'ai pas le temps d'appeler quelqu'un qui va décrocher au bout de quinze minutes pour me dire "je ne sais pas" et me refuser un test* », raconte-t-elle. Elle-même un peu enrouée depuis quelques jours, elle aurait bien aimé être fixée afin de savoir si elle est contagieuse. « *Mais je ne rentre pas dans les critères, ce n'est pas possible...* », regrette-t-elle.

Cette situation pourrait toutefois rapidement changer. Un décret paru dimanche 8 mars autorise désormais les laboratoires de ville à réaliser les tests d'infection au SARS-CoV-2. Le retentissement médiatique autour de cette annonce a toutefois pris de court les biologistes. « *Tous les quartiers d'heure, on nous appelle pour nous demander si on fait le test* », soupire Annie Vatré, biologiste à la tête du laboratoire d'analyses Richelieu, situé dans le 2^e arrondissement, à Paris. « *On a donné aux patients l'impression que c'était en accès libre !* », s'esclaffe Laurent Kbaier, biologiste à la tête du laboratoire de la Gare à Hyères (Var).

Les biologistes en première ligne

Désormais en première ligne face à des malades anxieux, les biologistes s'avouent pour l'instant un peu démunis. « *Le 15 vient de nous envoyer un patient pour un dépistage du Covid, mais rien n'est prêt* », s'agace M. Kbaier. Les tests ne sont pas encore arrivés, pas plus que les équipements de protection indispensables au prélèvement des patients. « *En pleurant à la pharmacie, nous avons obtenu une boîte de cinquante masques chirurgicaux. Une boîte !* », s'étonne encore Annie Vatré. Et pour prélever les malades, nous devons nous habiller comme des cosmonautes, mais nous n'avons rien reçu. »

Les biologistes de ville ne figuraient en effet pas sur la liste des bénéficiaires des dix millions de

masques chirurgicaux distribués la semaine dernière par l'Etat aux professionnels de santé. « *C'est un gros bug du ministère* », juge Lionel Barrand, le président du Syndicat des jeunes biologistes médicaux (SJBM), pour qui il est « *hors de question de pratiquer ces tests invasifs sans masques FFP2* », des modèles renforcés aujourd'hui indisponibles pour les médecins libéraux.

Surtout, les biologistes craignent les contaminations croisées dans les salles d'attente, souvent remplies de personnes fragiles. « *Ce matin, une trentaine de personnes attendaient d'être prélevées debout, les unes à côté des autres. Je me suis dit : si une seule a le coronavirus, toutes les autres vont être infectées* », témoigne Laurent Kbaier, qui s'est décidé à placarder une affiche sur sa porte, demandant aux malades présentant des symptômes grippaux de ne plus entrer. Une situation à laquelle le ministère a en partie répondu lundi soir. Les laboratoires sont encouragés à « *se déplacer au domicile* » des patients qui devront être testés, a annoncé le directeur général de la santé, Jérôme Salomon.

Notre sélection d'articles sur le coronavirus

- **Vos questions sur le coronavirus :** Nos réponses pour mieux comprendre l'épidémie
- **Vos questions sur le confinement :** Nos réponses pour y voir plus clair
- **La carte :** Visualisez la propagation dans le monde
- **Le décryptage :** Ce qui est permis et ce qui est interdit pendant le confinement en France
- **La vidéo :** Vous pensez être infecté ou malade à cause du coronavirus : voici ce qu'il faut faire
- **Les questions pratiques :** Comment faire ses courses ? ; Quelles contagiosité et létalité ? ; Les recommandations officielles ; Le port du masque est-il efficace ?
- **Les témoignages de malades :** « Il y aura un avant et un après le coronavirus... si nous restons en vie »
- **Les fausses rumeurs :** Notre guide pour les reconnaître, le coronavirus à l'heure des rumeurs par messagerie instantanée
- **L'analyse :** Des modélisations montrent que l'endiguement du virus prendra plusieurs mois
- **Le reportage en France :** récit de ce jour où les Français ont voulu s'accorder un dernier moment d'insouciance
- **Le reportage en Allemagne,** qui effectue un revirement majeur en se barricadant
- **Le reportage en Espagne** en état d'alerte : confinement généralisé et militaires déployés
- **Le reportage en Italie :** à Bergame, nouvel épicentre de la crise
- **Après la fermeture des écoles :** l'organisation d'un « service minimum d'accueil » pose question

Retrouvez tous nos articles sur le coronavirus **dans notre rubrique.**

Chloé Hecketswiler et François Béguin